

## ELECTIONS LEGISLATIVES DU 21 JUIN 1981

2<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION

# Jean DELANEAU

**Député sortant**

Président sortant du Conseil Régional

Maire de CHATEAU-RENAULT

Chirurgien

**Suppléante :**

# Simone CLÉROUIN

Professeur de Lycée



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

A l'issue du premier Tour des Législatives, il est évident que Monsieur MITTERRAND aura, à l'Assemblée Nationale, la majorité nécessaire pour mettre en œuvre sa politique.

En ce qui concerne la deuxième circonscription d'Indre-et-Loire, les électrices et les électeurs m'ont placé en tête de tous les candidats, avec 45,45 % des voix. Ce n'est bien sûr pas suffisant pour être votre élu dimanche prochain. Certes, il y a eu un effondrement des voix communistes, qui vont perdre la moitié de leurs sièges au plan national ; leur candidat local est éliminé. Vont-ils continuer à contribuer à leur propre écrasement en votant pour le candidat socialiste au deuxième tour ? C'est à eux de répondre à cette question. Mais il y a surtout les 30 % d'abstentionnistes, qui ont entre leurs mains la décision du 21 juin. C'est bien sûr à eux que les candidats restant en compétition s'adressent, en espérant capter leurs suffrages.

Pour ma part, je ne ferai pas de surenchère démagogique. Je laisse à ceux qui promettent, sans même savoir comment ils pourront tenir leurs engagements, ni à quel prix pour la France, le soin de continuer à vouloir conduire une voiture sans freins. Simplement, je rappellerai ce à quoi s'engageront ceux qui apporteront leurs suffrages au candidat socialiste :

— Ils voteront pour une **politique économique et monétaire incohérente** : si les socialistes ont vraiment une « recette » pour relancer la machine économique, pourquoi ne la mettent-ils pas **d'abord** en pratique, alors qu'ils distribuent par avance des bénéfices illusoires, qu'ils s'engagent — pour plaire aux commerçants, artisans, professions libérales, petites et moyennes entreprises — à ne pas bloquer les prix, alors que ce serait la seule façon de ne pas diluer dans l'inflation les avantages sociaux distribués, qu'ils n'ont pas de politique énergétique, qu'ils augmentent les frais généraux de « l'entreprise-France » en difficulté, en multipliant les fonctionnaires, alors que seuls les emplois productifs peuvent permettre les exportations, donc rapporter des devises... et du travail.



— Ils voteront pour une **politique de défense peureuse**, qui ferait mieux dans ces conditions de s'orienter vers le « pacifisme » béat, ayant au moins pour avantage de ne pas engager des dépenses inutiles parce qu'inefficaces, mais pour inconvénient de soumettre totalement notre pays à des tiers, de l'Est ou de l'Ouest.

— Ils voteront pour une **politique agricole destructrice** : comment les Socialistes peuvent-ils prétendre obtenir des prix rémunérateurs à l'échelon européen, alors qu'ils ont toujours, Monsieur Cheysson en tête, aligné leurs positions à Bruxelles sur les propositions les plus basses ? Comment peuvent-ils prétendre maintenir l'agriculture familiale, alors que le marché foncier sera entièrement entre les mains de « mini-SAFER » aux pouvoirs exorbitants, que les productions et leur commercialisation seront soumises à la planification étatique, qu'ils encourageront les exploitations agricoles « collectives », qu'ils pénaliseront la succession par des droits démesurés.

— Ils voteront pour une **politique scolaire** dont le but est l'**endoctrinement** idéologique, dès la première enfance, après avoir asphyxié tout ce qui ne sera pas directement sous la coupe du Ministère de l'Education Nationale et des syndicats qui y règnent en maîtres.

— Ils voteront pour une **libéralisation encore plus grande de l'avortement** qui sera permis pour les mineures sans que les parents aient à dire le moindre mot, et dans des délais excessifs, alors que nous avons dû nous battre au Parlement pour éviter ces débordements laxistes.

\*  
\*   \*  
\*

Je crois être, face à cela, un candidat qui a fait la preuve de son **sérieux**, de sa **détermination**, de son **bon sens**, tout en étant un homme de **réformes** et de **changement**.

— Au plan national, mon compte-rendu de mandat est clair, et le journal « l'Express » me classe 24<sup>e</sup> sur 270 députés de la précédente majorité. Je suis peut-être trop souvent à l'Assemblée Nationale — mais vous m'avez élu pour cela — et pas assez dans les banquets ou les inaugurations ronronnantes, mais c'est là ma conception de ce que doit être l'action d'un député.

— Au plan Régional, j'ai eu très largement la confiance de l'Assemblée qui m'a porté à la Présidence, avec même des voix socialistes. J'ai pu engager des **actions positives pour les cantons en difficulté**, par une politique de contrats permettant de prendre en charge pour certaines réalisations jusqu'à 80 % de la dépense. On ne donne peut-être pas assez de publicité à tout cela, mais les élus locaux le savent, et l'apprécient.

A ce propos, je signale qu'un conseiller général élu député n'a pas deux mandats, mais trois puisqu'il est également conseiller régional. Qu'on puisse se satisfaire de ne pas être en plus **Maire**, c'est possible, mais il manque à ce moment là une **expérience concrète des hommes et du terrain** cependant fort utile...

— Au plan Local, certes je ne fais pas de réunions régulières dans toutes les communes, mais j'ai reçu à mes permanences **des milliers d'entre vous** au cours de cette législature de trois ans, avec sous la main les moyens d'étudier les dossiers qui me sont soumis : c'est cela le **travail sérieux**. C'est aussi, à leur demande, des réunions de travail avec les Maires et les Conseils Municipaux, les Conseillers Généraux, les groupes socio-professionnels : c'est cela l'**efficacité**. Je l'ai montré à l'occasion du problème de l'Autoroute, comme je le ferai pour éviter les inconvénients de certains projets de rocade sur Saint-Cyr et Tours Nord.

\*  
\*   \*  
\*

Alors, finalement, que chacun choisisse ce qui lui plaît, celui qui lui plaît. C'est la démocratie. Mon adversaire a sur moi l'avantage de n'avoir jusqu'à maintenant à son actif que des promesses puisque, ne votant pas le budget du Conseil Général, il ne peut même pas prétendre avoir soutenu les actions de cette assemblée. Je crois pour ma part avoir accompli mon devoir en mon âme et conscience, et en toute indépendance. **A vous de juger.**

Jean DELANEAU  
Candidat

Vu, la Suppléante :  
Simone CLEROUIN